

Objektyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **26 (1989)**

Heft 972

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

Domaine Public 972

DP

J.A. 1000 Lausanne 1 16 novembre 1989
Hebdomadaire romand Vingt-septième année

Démocratie futile

Les deux objets soumis au suffrage populaire le 26 novembre prochain feraient la joie d'un publicitaire chargé de mettre en vitrine la démocratie helvétique: dans ce pays, rien n'échappe au droit de regard du souverain, appelé à se prononcer aussi bien sur les grandes questions de principe — le maintien ou la suppression de l'armée — que sur les points de détail — la fixation de la vitesse sur le réseau routier. Modèle de démocratie qui rend d'autant plus douloureuse la perte de participation liée à une éventuelle adhésion à l'Europe communautaire.

Les thèmes de cette votation sont néanmoins susceptibles d'une lecture différente, moins réjouissante. Ils illustrent la difficulté croissante à débattre des problèmes auxquels nous sommes confrontés en termes politiques, la tentation de fuir dans l'utopie réductrice ou de se réfugier dans le détail anecdotique. Expliquons-nous. L'initiative «pour une Suisse sans armée et une politique globale de paix» propose un horizon souhaitable auquel d'ailleurs toute personne de bon sens ne peut que souscrire: le désarmement et la paix. Mais en confondant les moyens et la fin, en réduisant ce problème urgent et de première importance à la seule question du maintien ou de la suppression de l'armée — court-circuitant la ré-

flexion sur les conditions nécessaires du processus qui doit conduire à la pacification de la planète — l'initiative n'a laissé que peu de place au débat politique: à savoir une confrontation substantielle sur les contours à donner à une politique de sécurité adaptée aux conditions de l'heure et sur le poids respectif des différentes composantes de cette politique.

On connaît les motivations des responsables de l'initiative «100/130 km/h» et des organisations qui la soutiennent: donner une leçon au Conseil fédéral, accusé de complaisance à l'égard des écologistes, et un coup de frein aux exigences de ces derniers. Et du coup ce qui relève de la simple règle de police — la fixation des vitesses-limites autorisées — devient symbole des libertés en danger et objet d'un débat où la bêtise le dispute à l'indécence: on chipote sur le nombre de morts et les formes de gaz polluants supplémentaires, alors que se multiplient les signes d'une dégradation rapide de l'environnement, c'est-à-dire très concrètement des bases de notre vie. L'enjeu est tel qu'il imposera, plus rapidement qu'on l'imagine, des mesures autrement draconiennes. Porter le débat sur une poignée de kilomètres/heure relève, dans ces circonstances, de l'escroque-

JD

(suite en page 2)

Sprée de liberté

(ag) L'événement oblige à déroger à la règle qui veut que DP ne s'occupe que des affaires nationales qui sont à notre portée d'information et d'influence. Mais quand le Mur de Berlin, un tel symbole du stalinisme tombe, il faut dire, comme tout le monde, sa joie, simplement. L'émotion collective partagée n'a pas besoin d'originalité.

Mais la nouvelle donne européenne renvoie à la politique étrangère de la Suisse. Un seul exemple. La demande d'adhésion de l'Autriche à la CE, qui semblait nous isoler totalement, n'aura

plus le même sens si la Hongrie ou la Pologne ou la RDA réussissent leur conversion politique et économique.

La CE devra s'ouvrir. Mais aussi se renforcer rapidement pour être le noyau fédérateur de l'Europe élargie.

Nos relations avec la CE vont donc à la fois être facilitées — nous pourrions assumer des tâches spécifiques — et compliquées, car elle sera plus intransigente pour prouver la force de son unité.

C'est bien à nos propres choix que nous renvoie la liberté sprayée sur le Mur.